



Ghaleb Bencheikh, islamologue et président de la Fondation de l'islam de France.

GHALEB BENCHEIKH

« IL FAUT EN FINIR AVEC LES BALIVERNES DÉBITÉES PAR DES IMAMS INCULTES »

Propos recueillis
par Daoud Boughezala et Elisabeth Lévy

Le président de la Fondation de l'islam de France, Ghaleb Bencheikh, condamne le port du voile. Adeptes d'une lecture moderniste du Coran, cet adversaire du salafite-wahhabisme appelle à une mobilisation générale contre l'obscurantisme.

Causeur. Vous considérez le voile comme une « atteinte à la dignité humaine dans sa composante féminine » et, trente ans après l'affaire de Creil, vous estimez que « la République a manqué d'autorité ».

Reconnaissez-vous également une responsabilité aux musulmans français ?

Ghaleb Bencheikh. J'ai toujours parlé d'un double manquement. Les hiérarques musulmans n'ont pas su ou voulu trancher et dire « stop ». À supposer qu'il faille s'enchaîner à la référence scripturaire dans sa littéralité – chose qu'il ne faut surtout pas faire –, on constate que les injonctions coraniques quant à l'acquisition du savoir sont beaucoup plus impérieuses et nombreuses que les passages sur le voile, d'ailleurs moins clairs et explicites qu'on ne le fait savoir. D'un point de vue islamique, il vaut mieux que les fillettes aillent s'instruire et acquérir le savoir plutôt que de les emmitoufler. D'un autre côté, la République a sa part de responsabilité. En 1989, le ministre de l'Éducation nationale s'est défaussé sur le Conseil d'État. Et ce dernier a tergiversé, en faisant du droit là où il fallait faire de la politique.

La République doit-elle sortir de l'ambiguïté et légiférer afin d'interdire le port du voile chez les accompagnatrices scolaires ?

Il revient d'abord aux imams, théologiens et oulémas de régler le problème canoniquement. Malheureusement, ils tardent à le faire. Il reste au politique à prendre ses responsabilités pour faire évoluer le droit. Mais humilier une femme devant son fils, comme l'a fait un élu RN au conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté, n'est surtout pas la bonne façon de faire. Dans l'état actuel du droit, elle pouvait être présente.

Contrairement à ce qui se dit, il ne l'a pas insultée, mais passons. Il y a trente ans, vous pensiez que le port du voile islamique appartenait au passé...

Oui, entre 1923 et 1979, la question avait été définitivement réglée par des fatwas et par le cours naturel des choses. Dans le sillage des travaux de Qasim Amin et Mansour Fahmy, des femmes musulmanes avaient participé, en 1923, au Congrès féministe de Rome. De retour à Port-Saïd, la fille de Muhammad Sultan Pacha, Huda Sharawi, avait enlevé son voile en descendant du train à la gare centrale du Caire. Son geste théâtral et historique a été imité par les filles qui l'accompagnaient puis, en l'espace de trois ans, le voile a disparu du Caire et d'un peu partout. Cela a été corroboré sur le plan théologique et entériné sur le plan canonique par l'œuvre de Tahar Haddad, *Notre femme dans la charia et la société*. De Dakar à Djakarta, cela a donné des intellectuelles →

Né en 1960, Ghaleb Bencheikh est islamologue. Il préside la Fondation de l'islam de France depuis décembre 2018. Dernier livre publié : *Le Coran expliqué* (Eyrolles, 2018).

et artistes d'intelligence et de talent, sans voile, comme Kartini, Céza Nabaraoui, Manoubia Ouertani, Doria Shafik ou Oum Kalthoum. Même à Kaboul, les filles portaient simplement des robes ! Dans les jamborees du scoutisme islamique, les garçons étaient en bermuda et les filles en jupe. Dans les instituts Ben Badis en Algérie, les classes étaient mixtes et les institutrices n'étaient pas voilées. Aucune lycéenne ni étudiante n'allait en cours voilée dans les sociétés musulmanes jusqu'aux années 1980, pas même les filles des recteurs successifs des universités Al-Azhar et Zitouna.

Pourquoi situez-vous le moment de rupture en 1979 ?

Dans le monde musulman, l'année 1979 a marqué une surenchère née de la conjonction de deux mouvements : la révolution khomeyniste et la réaction wahhabite, qui n'entendait pas lui laisser le monopole du rigorisme. Ce double jeu explique le voilement des filles dans les années 1980, et a fortiori durant la décennie noire en Algérie.

Donnez-vous donc raison à ceux qui perçoivent dans le voile un signe identitaire et politique au-delà du symbole religieux ?

J'identifie trois éléments qui peuvent se combiner. Tout d'abord, l'offensive fondamentaliste d'inspiration wahhabo-salafiste, bien réelle, a culpabilisé des consciences apeurées de jeunes femmes en leur disant : « Dieu te punira si un garçon fantasme sur tes cheveux

et tu périras par le feu de l'enfer. » Ensuite, certaines musulmanes pensent que leur spiritualité est nécessairement médiatisée par un tissu. Enfin, l'activisme islamiste fait du voile un marqueur politico-identitaire. En réalité, il s'agit d'un rapport problématique avec le corps féminin et de relations hommes-femmes polluées par une pudibonderie affectée inédite dans l'histoire de la civilisation islamique. À Médine, même si les islamistes ne veulent pas l'admettre, les primo-musulmans, hommes et femmes, faisaient leurs ablutions simultanément, dans un même bassin, sans voile qui tienne. Cela fait mauvais effet de le rappeler aujourd'hui, mais le deuxième calife Omar a même battu une femme de basse extraction, parce qu'elle avait osé se voiler. Il lui a dit : « *Ce n'est pas pour toi, c'est pour les femmes de haut rang.* » Sous Tamerlan, dans les jardins de Samarkand, Tachkent ou bien avant à Cordoue et à Séville, des salons littéraires étaient tenus par des femmes écrivant de la poésie sur leurs bras, qu'elles exhibaient. Pendant des siècles, la femme indienne musulmane portait le sari et la musulmane subsaharienne le boubou. Il faut en finir avec cette fixation malade.

Justement, pourquoi cette fixation sur le corps des femmes ?

Après un apogée civilisationnel, où les relations hommes-femmes étaient harmonieuses, fondées sur l'art de la conversation, l'enchantement et l'élégance, le raffinement et l'hédonisme, le monde musulman

a régressé dans tous les domaines. D'abord au niveau de la science et de la réflexion. Cela a aggravé la crispation, la décadence, le repli sur soi et la « colonisabilité ». Ensuite, il n'y a pas eu de « moment Freud » dans les contextes islamiques. Alors que la révolution freudienne bousculait la chrétienté occidentale, le monde musulman a surinvesti dans le corps féminin des notions comme l'honneur et la pudeur. Depuis lors, cela confine à l'obsession. Enfin, la solution passe par la réappropriation du patrimoine civilisationnel.

Hélas, les choses ne semblent pas s'améliorer : toutes les enquêtes d'opinion confirment le repli communautaire d'une frange de musulmans français. D'après l'IFOP, 27 % d'entre eux estiment que « la charia devrait prévaloir sur les lois de la République » et 59 % désapprouvent la loi contre la burqa. Cela révèle-t-il d'une salafisation des esprits ?

Admettons ces chiffres... Une partie des Français musulmans aborde les questions identitaires uniquement d'un point de vue religieux, dans une version islamiste. Mais qu'entend-on par charia ? Cette notion est revenue dans une acception drastique à la fin du XIX^e siècle, puis dans le discours des Frères musulmans à partir de 1928. Or, même si elle tire sa source de quelques passages coraniques, la charia est une construction humaine. La meilleure preuve, c'est qu'il y a quatre écoles juridiques dans le sunnisme, pourquoi pas trois ou cinq ? Le nombre quatre n'est pas garanti par le divin ! Ce sont des avis d'hommes qu'on sacralise. Que pourrait dire la charia sur internet, le génie génétique, l'intelligence artificielle, le transhumanisme ? Rien. Évidemment, la charia régit le statut personnel, les relations à autrui dans une vision archaïque, en confinant la femme dans un statut infrahumain...

Certes, mais cette enquête et toutes les autres révèlent une forme de sécession culturelle concernant peu ou prou 30 % de la population musulmane – et près de 50 % dans la jeunesse. Votre expérience sensible confirme-t-elle ces données ? Est-ce un phénomène profond ou une forme de mode ?

En effet, quand je me déplace sur le terrain, je constate des accoutrements improbables, des comportements inacceptables, des discours insupportables et peut-être même une volonté de ne plus se mêler avec le reste de la société. Bien que cela reste minoritaire, c'est grave et dangereux. Nous devons faire en sorte que les idées génératrices de ce séparatisme soient pourfendues. C'est une des missions de la Fondation de l'islam de France (FIF) : son université populaire itinérante va de ville en ville pour porter le débat et extirper des esprits les idées radicales salafistes. Dans ce domaine, nous payons la pusillanimité et le clientélisme des politiques qui ont investi des milliards dans la politique de la ville avec les « grands frères » pour en arriver là.

Pourquoi réussiriez-vous là où le Conseil français du culte musulman (CFCM) échoue depuis seize ans ?

Pour échouer, il faut d'abord avoir agi. Rien n'a été entrepris, ni là ni ailleurs. Si nous sommes arrivés à des Kouachi et des Coulibaly, c'est en partie à cause de cette incurie et de cette incompétence. Je ne pense pas que l'intérêt général ait jamais été au cœur des préoccupations des institutions culturelles islamiques, hélas. Quant à moi, je fais mienne la maxime – peut-être apocryphe – de Guillaume d'Orange : « *Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer.* »

Le président de la région Hauts-de-France, Xavier Bertrand, a dernièrement souhaité que « tout passe désormais par la Fondation de l'islam de France », quitte à débrancher le CFCM. Saisissez-vous la perche qu'il vous tend ?

Bien entendu, et j'apprécie ce soutien. Il est vrai que nous nous démenons pour un enjeu de civilisation et pour une cause nationale : la construction de l'islam de France, et donc d'abord l'endigement de la déferlante salafiste, par l'éducation, la culture, la prise en charge sociale de la jeunesse et les débats citoyens, qui sont au cœur de nos actions. Pour autant, nos moyens sont epsilonques au regard des défis de cohésion sociale et de paix civile.

Parlant budget, certains, comme Mohamed Sifaoui, vous accusent de solliciter des financements du Qatar et de l'Arabie saoudite.

C'est un mensonge éhonté qui relève de la diffamation. Nous n'avons jamais demandé le moindre sou ni au Qatar ni à l'Arabie saoudite, ni non plus à la Ligue islamique mondiale. D'ailleurs, cet individu manque singulièrement de cohérence. Il se fait le chantre de la lutte contre l'islamisme tout en soutenant des actions de concert avec l'un des vice-présidents du CFCM, qui a attaqué *Charlie Hebdo* dans l'affaire des caricatures et qui a été à l'origine d'un communiqué de presse du CFCM affirmant, sans aucune légitimité théologique, que le voile est « *une prescription religieuse* ».

Oui, il y avait aussi Dalil Boubakeur, encouragé par Chirac. Puisque vous évoquez la Ligue islamique mondiale, les dirigeants du CFCM vous reprochent d'avoir noué un partenariat avec cette organisation affiliée au wahhabisme saoudien. Que leur répondez-vous ?

Il est curieux de voir ceux qui recevaient en grande pompe le secrétaire général de la Ligue islamique mondiale hier s'offusquer de sa présence à Paris aujourd'hui. J'ai en effet orchestré la signature d'un mémorandum consacrant la liberté de conscience et de religion avec ce nouveau secrétaire général, Mohammed Al-Issa. Il tient un discours en rupture radicale avec ses prédécesseurs. Il reconnaît explicitement que la Ligue s'est fourvoyée sur le →



La philosophe Doria Shafik, figure emblématique du mouvement égyptien de libération des femmes dans les années 1940.

© AFP

wahhabisme et que cette doctrine a engendré un monstre idéologique et religieux. Il est décidé à changer de cap. Il a participé à une conférence internationale à Paris entouré de croyants, d'athées, d'agnostiques, de francs-maçons et même d'une femme imam. La prise de parole d'une bahaïe en a été l'un des temps forts [les bahaïs sont la bête noire des musulmans, parce qu'ils reconnaissent un prophète après le prophète de l'islam, ndlr]. Le message d'Al-Issa ? Il s'oppose à l'importation des fatwas et prône le respect de la Constitution, de l'égalité hommes-femmes et des normes culturelles du pays. Il a même ajouté : « *Nous avons pâti de l'antisémitisme, du révisionnisme, des thèses conspirationnistes et j'irai à Auschwitz le clamer. Je ferai en sorte d'expurger les manuels scolaires édités sous l'égide de la Ligue de toute trace de haine.* » Après ces déclarations, Al-Issa commence à être menacé de mort sur les réseaux sociaux... Cette conférence internationale répond donc à la mission de la FIF : contrecarrer le salafisme. Et quoi de plus efficace que de fissurer la forteresse de l'intérieur ? Il faut agir, on ne peut pas se contenter de discours imprécatoires.

Ce qui veut dire que le changement peut se faire par le haut ?

Par le haut et par le bas. Il faut secouer la maison, à la manière d'un Gorbatchev avec la glasnost et la perestroïka.

Ces secousses ébranlent-elles le monde universitaire musulman ?

Des autorités académiques du monde sunnite évoluent dans le bon sens. L'université Al-Azhar et son recteur tiennent des discours qui nous intéressent. Au Maghreb, malgré le conservatisme de la société et ses inerties, l'université bouge aussi. Les femmes iraniennes ne font pas qu'entrer dans les stades, elles sont plus nombreuses que les hommes à l'université. Le monde musulman est un énorme paquebot qui doit changer de cap, ce qui requiert des manœuvres, du temps et de l'espace.

La France aussi essaie de faire rebrousser chemin à ses brebis égarées par le djihadisme en s'attaquant à la radicalisation. Comment définissez-vous ce terme ?

Alors que l'identité est multiple (je peux être joueur de foot, syndicaliste, ingénieur, Breton et musulman), la radicalisation ramène l'ensemble de l'identité à la question religieuse. Les radicalisés cèdent aux sirènes des doctrinaires sermonnaires qui leur disent : « Ta vie est ratée ici-bas. Soit tu t'insurges, selon les préceptes que je te dicterai, soit tu continues à subir. »

Que peut faire la Fondation ?

D'abord, je répondrais à l'angoisse des mères qui me disent « Aidez-nous ! Nos enfants sont des proies faciles pour des imams autoproclamés », en scolarisant leurs enfants dans des internats d'excellence. Pour cela, j'aimerais que la FIF puisse, en lien avec les pouvoirs publics, ouvrir un internat-sanctuaire par région à minima. Tout cela a un prix très élevé, mais c'est le meilleur

investissement sur l'avenir. Nous avons également un campus numérique, Lumières d'islam, au sein duquel nous allons intégrer une FAQ pour déconstruire tous les lieux communs importés en France par le wahhabo-salafisme. Dans un autre genre, nous avons le projet de faire jouer, notamment par des musiciens professionnels, des élèves du Conservatoire national de musique ainsi que des écoliers et élèves de REP+, *L'Enlèvement au sérail*, composé par Mozart, traduit en langue arabe. La culture, l'éducation élèvent : elles contribuent à combler les failles identitaires. Le jour où le collégien musulman saura que le théorème de Pythagore a été étendu au triangle non rectangle grâce au mathématicien Al-Kachi en jouant sur le cosinus, il pourra se dire : « Je fais partie de la nation française et mes ancêtres ont contribué au corpus du savoir universel. » Cela renforce l'estime de soi.

« À Strasbourg, on ne forme pas les imams alors que c'est l'islam qui pose le plus de problèmes »

Pourquoi traduire des œuvres en arabe quand les musulmans français maîtrisent le français mieux que la langue de leurs ancêtres ? Et, alors qu'ils souffrent d'un excès d'identité, ne faut-il pas plutôt les introduire à la culture française que les assigner à leur origine ?

Tout simplement parce que l'arabe est une langue diplomatique. Elle est l'une des langues de travail à l'ONU. C'est une langue lyrique, poétique, suggestible et belle. Elle fut et est une langue du savoir, du cérémonial des cours, et pas seulement une langue religieuse. En outre, ce programme concernera beaucoup d'élèves qui ne sont pas musulmans ! La langue arabe n'est pas communautaire, contrairement à ce qu'a affirmé une députée écervelée.

Sous le quinquennat Hollande, un chantier stratégique, la formation des imams, a été largement confié aux pays étrangers comme le Maroc.

Nous n'avons pas besoin de sous-traiter la formation des imams ni d'en « importer ». Je ne suis pas pour que le concordat perdure, mais dès lors qu'il existe, profitons-en ! Il faut que les imams français puissent être formés dans les trois départements concordataires d'Alsace-Moselle, même transitoirement ; ils pourront ensuite essaimer sur le territoire national.

De plus, Strasbourg possède une grande tradition théologique.

Exactement. À Strasbourg, on forme les curés, les pasteurs et les rabbins et on ne forme pas les imams, alors que c'est l'islam qui pose le plus de problèmes. On ne peut pas dire que la laïcité est une exception en France, que le concordat est une exception dans l'exception et que l'islam est



Mohammed Al-Issa, secrétaire général de la Ligue islamique mondiale, aux côtés de Patrick Chauvet, recteur-archiprêtre de la cathédrale Notre-Dame de Paris, 17 novembre 2017.

une exception dans l'exception dans l'exception... En outre, un travail de refondation de la pensée théologique doit être mené dans quatre chantiers titanesques : ne pas criminaliser l'apostasie, asseoir les connaissances scientifiques par rapport aux croyances religieuses, défendre l'égalité ontologique et juridique entre les êtres humains, désacraliser la violence.

Et d'un point de vue universitaire, la France a-t-elle une connaissance scientifique de l'islam ?

Sans être envieux, je confesse être jaloux de l'université allemande, notamment l'université de Berlin, qui poursuit l'extraordinaire programme « Corpus Coranicum ». Le Coran y est étudié d'un point de vue scientifique, par des chercheurs aussi bien musulmans que non musulmans. La Fondation donne des bourses à des étudiants en islamologie, parce qu'il faut arrêter avec les balivernes débitées par des imams incultes ou par des éditorialistes qui n'y comprennent rien. Au vu des enjeux nationaux, il faut que l'islam puisse être compris sous les angles religieux et culturel, pas seulement sous l'angle géopolitique.

Comme nous l'écrivions en 2015, la France peut être une chance pour l'islam en devenant le lieu de la sécularisation. Y croyez-vous ?

Je le crois viscéralement. La sécularisation commence à faire son effet. J'entends des imams sérieux dire que les musulmans ne doivent pas être dans l'ostentation. Ce sont des mots qu'on n'entendait pas il y a cinq ans. C'est un enfantement dans la douleur, mais je reste optimiste : nous gagnerons la bataille des idées dans quelques années. Il ne faut ni fléchir, ni faiblir, ni faillir. Certains principes sont non négociables, comme le respect de l'intégrité physique et morale de la personne humaine, la liberté de conscience, l'égalité hommes-femmes ou la désintronisation de la politique d'avec la religion.

D'aucuns sont plus pessimistes. Sans parler de Zemmour, des gens comme Chevènement sentent monter un risque de guerre civile. Partagez-vous cette crainte ?

Pour l'instant, la digue n'a pas (encore) cédé dans notre pays, mais nous risquons d'y aller à petits pas. Un extrémisme alimentant un autre, s'il y a une étincelle de trop, la conflagration peut avoir lieu. Notre nation est en devenir et elle aura un avenir. À nous de faire en sorte qu'il soit radieux en sachant raison garder. Pour paraphraser Antonio Gramsci, je dirais que lorsque le passé se meurt, le futur n'est pas encore advenu et c'est dans le clair-obscur que peuvent surgir les monstres. Or, comme le disait Goya, c'est le sommeil de la raison qui engendre des monstres. Alors laissons place à davantage de raison et d'intelligence. •